

Les indigènes de la République, l'Etat et le cahier des charges

« C'était atroce mais nécessaire... »

Anders Behring Breivik

« ... les prévisions faisaient état de 60.000 morts. C'est-à-dire qu'au moment où les auteurs de ce redressement s'apprêtaient à agir ils savaient qu'un grand nombre d'algériens allaient mourir ».

Maamar Farah

« ... le problème, c'est à mon avis, (que) le prétexte de défense des droits de l'homme est déjà en soi une immixtion dans la politique intérieure de l'Algérie. »

Ali Haroun

« En fin de compte que peut dire un peuple occupé à un peuple occupant ?

Sortez de moi ! »

Mahmoud Darwich

La crise algérienne donne des signes potentiels de dérapages incontrôlables. Est-ce l'effet cumulé de l'usure, des émeutes, de la non-gouvernance et du silence officiel ? Pourtant, rien de ce que nous avons vécu cet été n'est inédit. Au chapitre des saisons en enfer, il y en eût de plus atroces. L'été 1997¹ fût autrement plus scandaleux que l'été 2012, avec les massacres de population, le silence du Président Zeroual, la légèreté de la gestion officielle (par un Ouyahia qui s'obstinait à déclarer le terrorisme « ré-

siduel » alors même que la faucheuse emportait des villages entiers) et l'intervention publique de l'ambassadeur américain², en matière de politique intérieure algérienne. La réponse du système à tant d'horreurs s'était alors cristallisée autour de la démission de Zeroual et la candidature de Bouteflika à la succession. Une réponse qui portait en creux, le deal avec l' AIS, le Printemps noir de Kabylie, et, avec l'intronisation de nouvelles mœurs présidentielles, l'accélération du processus de délitement de l'organisation administrative et politique du pays.

Les fuites³ sur les intentions stratégiques du pouvoir organisées occasionnellement, n'ont pas obligatoirement valeur documentaire sur les faits, mais leur lecture jette un certain éclairage sur la manière avec laquelle le pouvoir fait du pays un perpétuel champ de manœuvres dépourvu de volonté propre. Depuis toujours, la société est soumise à des réaménagements, qui n'ont que peu à voir avec l'apport de solutions véritables aux problèmes qui se posent à elle.

Quinze ans après l'horrible été 97, c'est un autre été pourri qui prend les algériens à la gorge. Avec la réédition de pénuries d'un autre âge, les incendies sur lesquels pèsent parfois de lourdes présomptions, la canicule et son cortège de coupures d'électricité, la « gestion courante » de l'impuissance publique, et le silence officiel. Les rebondissements de l'affaire Nezzar s'accompagnant de la montée au créneau d'un courant déterminé à faire supporter à l'Etat les turpitudes du régime⁴, donnent ainsi à voir dans sa nudité un système fondé sur des hommes, prompts à se prendre pour l'Etat quand ils sont aux affaires et déterminés à nier toute responsabilité personnelle au moment de rendre des comptes⁵. Un état

Les indigènes de la République, l'Etat et le cahier des charges

d'esprit fait d'irresponsabilité chronique dans les hautes sphères qui tient lieu de morale publique et fait de l'incivisme, de la prédation à tous crins, de la violence routière et des gangs de quartier un simple reflet de l'esprit d'époque. La morale publique, au même titre que la famille, l'école et les médias, et peut-être même davantage, est un transmetteur majeur des valeurs dominantes. Tout ce qui précède, sur fond de montée en cadence de la violence criminelle, donne au pays l'allure d'une terre barbare où l'on tue, détruit, viole et vole sans conséquences. Impasse systémique ? Faillite de cinquante ans d'indépendance ? Syndrome « Tab Jnanou » pour qualifier les turpitudes d'une génération de dirigeants qui a fait de la ruse, de la brutalité, de l'impunité et de l'irresponsabilité individuelle, la porte ouverte à tous les dérapages dans un pays rendu ingouvernable ?

L'esquive bi- polaire : Boumedienne, Camus et bi- nationalité

On assiste à la réédition régulière, à l'occasion d'une polémique ou d'une autre, d'une scène qui met un courant révisionniste, caricatural, arrogant et surdimensionné, face à un courant « nationaliste-populiste » qui n'a rien à lui envier en termes de « décors Potemkine ». Dans des journaux, privés et francophones, on donne (par exemple) la parole à des détracteurs virulents de l'ancien président Boumedienne et dans des télé, tout aussi privées mais arabophones, on passe des discours du leader charismatique, dont l'effet explosif est assuré sur un public qui vit la décadence actuelle comme une humiliation intime, une blessure douloureuse. En temps voulu, il suffira de désigner des cibles à la colère. Peut-être en un remake du discours de Sétif

qui se posait lui-même un pastiche de l'appel de Novembre...

Les polémiques autour de l'Histoire, dans un cadre aussi cyniquement chaotique, où les étiquettes sont distribuées à la criée, n'ont d'autre finalité prévisible que d'entretenir des antagonismes, d'autant plus irréductibles qu'il n'existe aucun espace public, pacifié et codifié, dans lequel ce qui n'est, pour l'essentiel, que parti-pris sommaires et marginaux, pourrait évoluer en courants d'opinion autrement plus nuancés. Dans tous les pays il existe des courants révisionnistes minoritaires, mais en Algérie, ce courant a de tout temps été soupçonné d'avoir la mainmise sur la haute administration du pays⁶.

Un récent article de A. Belhimer attire l'attention sur l'exil des hauts responsables : « Que deviennent les ministres et les hauts responsables de l'Etat algérien une fois écartés des responsabilités officielles ? », s'interrogeait récemment le journal en ligne TSA. « Quand ils ne sont plus aux commandes, les hauts cadres de l'Etat algérien préfèrent majoritairement s'exiler et vivre à l'étranger, en Europe et dans les pays arabes. Selon les données d'un rapport officiel réalisé en Algérie et dont TSA a eu connaissance, sur près de 700 anciens ministres et Premiers ministres qui se sont succédé aux différents gouvernements depuis l'indépendance, au moins 500 vivent à l'étranger (...) Le même phénomène touche les hauts cadres de l'Etat : anciens gouverneurs de la Banque d'Algérie, anciens P-dg et vice-présidents de Sonatrach, des généraux à la retraite... A l'étranger, ces anciens hauts responsables algériens exercent comme consultants, enseignants, cadres dans des entreprises, etc. Mais on les retrouve également dans des métiers plus surprenants comme le commerce, l'hôtellerie, la restauration et même la boucherie hallal », commente la même source. Cette tendance à l'exil pose un sérieux problème. Comment en effet un ministre dont le projet après son départ du gouvernement est de partir vivre ailleurs peut-il

Les indigènes de la République, l'Etat et le cahier des charges

se consacrer sérieusement au développement d'un pays dans lequel ni lui ni ses enfants ne vivront ? Bien plus grave : quelles conséquences attacher au fait que le cadre chargé d'enquêter sur votre patriotisme, votre intégrité ou votre moralité termine ses jours et se fait enterrer à l'étranger sous, éventuellement, une autre nationalité ? L'économie de comptoir a pour pilier des ministres et des hauts fonctionnaires coopérants techniques. »⁷

Le même auteur poursuit la réflexion dans un deuxième article en posant la question de la bi-nationalité dans un contexte où la détention du passeport français devient « un indice de réussite sociale ». Or, cette manière de s'assurer un avenir individuel repose sur une remise en cause fondamentale de choix collectifs. « Ce choix convoquerait la « réactivation de l'ancien statut de « Français-Musulmans » et éclairerait « l'ancienne revendication des élites algériennes d'un élargissement, dans l'Algérie coloniale, des droits politiques et civiques aux indigènes musulmans. »

De son côté, Ahmed Tessa prend prétexte d'un débat sur Camus pour abonder dans le même sens : « *D'abord sur la lutte armée pour l'indépendance. Que Camus ne se soit pas affiché avec enthousiasme pour la lutte armée contre le colonisateur est une réalité. Peut-on exiger à un écrivain humaniste ayant « une vision puérile des réalités historiques de l'Algérie » (Pr Djidjelli) d'afficher un engagement militant à la hauteur d'un Didouche Mourad ou d'un Mohamed Belouizdad ? Camus rejetait la violence d'où qu'elle vienne, c'est peut-être une erreur ; encore que ! Il rêvait d'une Algérie plurielle avec un statut particulier à l'instar des assimilationnistes de souche musulmane mais que l'on ne saurait accuser d'anti-patriotisme. Une idée que les Algériens rejetaient à l'époque. Mais cinquante après l'indépendance, cette idée d'Algérie plurielle prend forme puisque de nos jours des centaines de milliers d'Algériens (et la saignée continue de plus belle, jusqu'à quand ?) traversent la Méditerranée pour adopter la bi-nationalité*

*et faire allégeance au drapeau français. La majorité appartient à l'élite du pays – universitaires, médecins, ingénieurs et autres cadres de talent. Certains d'entre-eux sont d'authentiques anciens moudjahidine ou fils et filles de chahid. »*⁸

Les clivages-soigneusement entretenus et pervertis qui traversent en profondeur la société algérienne méritent depuis longtemps un traitement autre que les habituelles manipulations passionnelles.

Or, jusqu'ici, cette situation offre surtout, de manière cyclique, au système de pouvoir l'opportunité de remodeler à sa guise la carte des allégeances. Sans rien changer à ses impasses structurelles. Véritable Janus, le pouvoir montre tantôt l'une et tantôt l'autre de ses deux faces, et ceci, inlassablement au fil des décennies : Progressistes vs réactionnaires, modernistes vs islamistes, éradicateurs vs réconciliateurs, nationalistes vs révisionnistes. Une bi-polarisation permanente qui assure la pérennité du système. Et obère les possibilités de structuration politique de la société autour d'un état de droit.

Les « caricatures » laïques.

Qui peut aujourd'hui dire à quel besoin correspond un débat sur Boumédiène ou sur Camus ? A l'organisation rationnelle de la vie publique ? A l'élaboration d'un contrat social ? A la défense des libertés ? A la sortie de crise ? Au changement de régime ? A la crise de l'électricité ? Au quatrième mandat ? A la construction d'un état de droit ? Il semble bien que la tendance à se laisser dicter l'agenda de ses emballages médiatiques, que l'on avait, jusqu'ici, observée surtout chez les islamistes, s'exprime avec la même candeur dans tous les secteurs d'opinion. Quelqu'un commet un article sur notre histoire et voici les rangs divisés en « pro » et « anti ». Etrange caricature de débat dont il ne reste que l'approfon-

Les indigènes de la République, l'Etat et le cahier des charges

dissement d'une fracture.

Et cela alors que d'autres sujets-autrement plus brûlants- laissent curieusement de marbre. Quand Maamar Farah⁹ dit que les patrons de presse ont été avertis en 1992 par l'ancien ministre A. Belkaïd, que l'armée allait intervenir pour interrompre le processus électoral et qu'il y aurait autour de 60.000 morts, cela n'a pas eu l'air de choquer outre mesure. Le fait n'est pourtant pas anodin. Dans quelle société ce type de propos peut-il passer inaperçu ? Quel type de citoyen, de journaliste, d'être humain est ainsi conditionné à ces choix « atroces mais nécessaires » censés sauver le pays ?

Est-ce l'horreur de vivre dans un pays dont le régime considère le chiffre de 60.000 morts comme un « dommage collatéral » acceptable qui fait se taire ceux d'ordinaire bien prompts à avoir une opinion ?

Ou faut-il en déduire que ceux qui ont fait ces choix terribles-en connaissance de cause- bénéficient de l'approbation implicite d'intellectuels qui n'hésitent pourtant pas à se prononcer par ailleurs sur des sujets aussi sérieux que la démocratie, l'algérianité, la réconciliation (franco-algérienne plus certainement que l'algéro-algérienne) le patriotisme et l'engagement humaniste des uns et des autres ?

Le fait est que le clivage ne doit plus rester, au bout de 50 ans de jeu de rôles, entre privilégiés du système « nationalistes » ou « hizb frança » mais entre Etat de droit et Etat de servitude.

S'il faut absolument se battre, qu'au moins cela serve à obtenir des droits pour **tous** les indigènes. Avec un cahier des charges clair pour l'Etat.

Notes

1- Quand l'innommable est érigé en tabou (Nous ne pouvons énumérer tous les massacres qui ont endeuillé la population algérienne durant cette période. Citons seulement quelques-uns de ceux qui se sont succédé de façon infernale entre la mi-août

et la mi-septembre 1997, pour nous en remémorer l'ampleur et l'horreur : 60 personnes à Souhane près de Tablat (Médéa) le 20 août ; 64 personnes à Béni-Ali près de Chréa (Blida) le 26 août ; entre 300 et 500 personnes à Raïs (Sidi-Moussa) dans la banlieue d'Alger le 28 août ; plus de 70 personnes à Sidi-Youcef à Béni-Messous (Alger) le 5 septembre ; plus de 50 personnes à Béni-Slimane, près de Tablat (Médéa) le 20 septembre ; plus de 400 personnes à Bentalha dans la banlieue d'Alger le 22 septembre. Dans les mois qui suivent, la fureur sanguinaire est sans limite. Presque quotidiennement, des hordes d'hommes armés de couteaux et de kalachnikovs attaquent des villages ou des banlieues de villes et massacrent plusieurs dizaines de victimes. L'armée algérienne, pourtant omnipotente et omniprésente, semble impuissante. Et à la charnière de l'année 1998, l'horreur dépasse tout entendement : à l'ouest du pays, dans différentes bourgades, non loin de Relizane, près de 1 000 personnes sont tuées dans les nuits du 30 décembre 1997 et du 4 janvier 1998.) http://www.algeria-watch.org/fr/aw/general_lamari_massacres.htm

2- Depuis l'arrêt du processus électoral de décembre 1991, les USA n'ont pas arrêté d'avoir un regard critique vis à vis de la démarche des autorités algériennes. Ce n'est que le 10 septembre 1997 que l'ambassadeur des États Unis d'Amérique en Algérie, Ronald E. Neumann rend publique une déclaration assez « différente » après sa rencontre avec le président Liamine Zeroual. Condamnant les massacres horribles, les attentats à la bombe et les attaques contre les civils algériens, la déclaration américaine stipule que le gouvernement des USA appuie « les mesures militaires, compatibles avec un état de droit, pour la protection des civils ». Le texte de l'ambassadeur américain fait part du soutien des USA à « la politique énoncée par le président Zeroual sur les réformes économiques et politiques, la liberté de la presse et l'état de droit ». Les américains séparent ainsi les paroles du président Liamine Zeroual de la réalité qu'ils savent plus nuancée. Ensuite la déclaration de l'ambassadeur américain énonce les positions classiques des USA

Les indigènes de la République, l'Etat et le cahier des charges

en rapport avec l'Algérie à savoir : la nécessité de la réconciliation nationale et « l'inclusion dans le processus politique de tous ceux qui rejettent la violence ». Avec des mots à peine voilés, le texte de l'ambassadeur s'attaque aussi à la fraude électorale que le régime algérien a presque institutionnalisé. « (...) Nous espérons que le gouvernement algérien abordera les problèmes soulevés par les observateurs algériens et internationaux lors des élections de juin, au moment où l'Algérie prépare les élections locales du 23 octobre », affirme la déclaration américaine. <http://esteurop.free.fr/artic15/alger15.html>

3- http://algeria-watch.org/farticle/sale_guerre/rapport_secret.htm

4- <http://www.algerie1.com/actualite/ali-haroun-appelle-a-la-solidarite-de-l%E2%80%99etat-en-faveur-du-general-kaled-nezzar/>

5- Déclaration de Khaled Nezzar au quotidien El Fejr « Moi, à titre personnel, je n'ai rien à me reprocher, donc, je suis serein. »

6- Lire à ce propos : La colonie française en Algérie. Sous-titre : 200 ANS D'INAVOUABLE - Rapines et péculats. Lounis AGGOUN Essai broché, Demi-Lune

7- <http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2012/08/07/article.php?sid=137634&cid=8>

8- <http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2012/08/27/article.php?sid=138353&cid=41>

9- <http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2012/08/13/article.php?sid=137900&cid=2>